

Mais qu'est-ce qu'ils veulent?

Autor(en): **Calmy-Rey, Micheline**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Rote Revue : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft und Kultur**

Band (Jahr): **74 (1996)**

Heft 1

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-341238>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Mais qu'est-ce qu'ils veulent?

En lisant le texte de Peter Bodenmann et de André Daguët dont on me demande un commentaire, il m'est venu à l'esprit un débat public auquel j'ai participé. Je disais à des jeunes les conquêtes et les ambitions

Micheline Calmy-Rey

des gens de ma génération, la marche sur la lune, la révolution sexuelle, le féminisme, la conscience écologique, le changement de société, et eux me répondaient „je rêve d'être médecin“, „j'ai envie d'avoir un hôtel à moi“ et me renvoyaient avec une certaine agressivité le monde que nous leur laissons, un monde de chômage, d'inégalités, de guerres et de désastres écologiques.

J'ai le sentiment que les auteurs partagent les désillusions des jeunes à l'égard des grandes théories et des débats idéologiques. L'approche est pragmatique et dynamique. On veut manifestement montrer que le parti socialiste n'est pas un repaire d'intellectuels qui s'essaient à trouver des solutions idéales mais impraticables. Le parti socialiste est proche des gens et il agit. Ce qui compte, c'est d'avancer concrètement dans un monde politique où les rapports de force commandent. Pour être plus sociale, la Suisse a donc besoin d'un parti socialiste plus fort.

Il n'y a rien à dire à cela, sauf peut-être une remarque. Je ne suis en effet pas persuadée que le fait qu'il n'y a en Suisse qu'un seul mouvement porteur d'un projet de gauche, en l'occurrence le parti socialiste, joue en notre faveur. Pour rassembler un maximum d'électorales et d'électeurs sur nos options, l'existence de plusieurs partis paraît plus efficace. Car si à gauche, on ne

peut pas parler de projets au pluriel, on peut par contre faire état de sensibilités différentes. Lors des dernières élections nationales, le parti socialiste, les verts et l'alliance de gauche ont réuni à Genève 50% des voix. Nous n'aurions pas atteint un tel pourcentage si les socialistes avaient été seuls à représenter la gauche. C'est un fait. A part cette considération stratégique, le texte de Bodenmann/Daguët constitue un bon manuel pratique et comme présidente d'un parti cantonal, je vais sans tarder m'attacher à en appliquer les idées-force.

A part ça, il me reste quand même comme une perplexité. Les idées nationalistes et industrialistes sont mortes. Il n'y a plus ou presque plus de parti communiste et nous souffrons aujourd'hui d'un manque d'objectifs sociaux-économiques que nous compensons par un rappel et une mise en évidence de critères moraux, éthiques et humanitaires qui sont en quelque sorte une manière d'exprimer nos manques. Et si, précisément pour cette raison, je pense inopportun de discuter longtemps sur la question des valeurs, je suis en même temps convaincue que le vide ne peut pas non plus être comblé par des recettes de cuisine.

Franchement, l'absence de perspectives du texte me gêne. Il importe tout de même de savoir où l'on va. L'urgence est aussi d'apprendre à penser l'avenir, de retrouver nos cultures, de recycler notre imaginaire et de le confronter à d'autres.

On parle bien sûr dans le papier d'une nouvelle répartition du travail salarié et non salarié entre les hommes et les femmes, on parle encore d'une véritable révolution écologique qui conduirait à produire un

bien-être 2 fois plus grand avec 2 fois moins d'énergie. Je ne vous cacherai pas mes doutes quant à la lisibilité des choses abordées de cette façon. Qui fera la synthèse? Qui montrera l'orientation générale? La réalité est plus complexe que ne le donnent à penser les raisonnements mathématiques simples, les indicateurs économiques et les statistiques du chômage. Par exemple le débat sur la diminution du temps de travail. Le plaçons-nous dans un contexte où le plein temps à plein salaire tend à devenir un privilège? Dans l'hypothèse où l'on répond non, on se trouve dans une logique de mesures ponctuelles et temporaires pour partager un volume réduit de travail et de ressources entre un nombre donné de personnes jusqu'à résorption du

chômage. Dans l'hypothèse où l'on répond oui, on se réfère à une politique inscrite dans la durée. Le temps de travail est alors abaissé périodiquement et cela aussi longtemps que la productivité moyenne augmente plus rapidement que la production, c'est-à-dire aussi loin que nous puissions voir. La fin de la société salariale est inscrite dans ce développement. Je cherche en vain dans le texte qui nous est soumis une piste de nature à éclairer le choix qui a été fait. Mais peut-être n'y en a-t-il pas et peut-être est-ce finalement mieux ainsi.

Micheline Calmy-Rey, présidente du parti socialiste du canton de Genève.

Kapitalismus ohne Alternativen?

LS. Auch in Berlin wird diskutiert, wo heute die Linke steht: Elmar Altvater, Professor für Politische Wissenschaften am Institut für ökonomische Analyse politischer Systeme und Politikfeldanalyse an der Freien Universität Berlin, stellt sich den Fragen und Anregungen der beiden Journalisten Tilmann Fichter und Johano Strasser. In diesem Gespräch widerspricht Altvater der These, dass es zum Kapitalismus keine Alternativen mehr gäbe. Denn bereits die Ökologiedebatte mache klar, dass es um des Überlebens der Menschheit willen Alternativen geben müsse. Zwar habe der Kapitalismus 1989 einen Sieg erreicht. „Aber dieser Sieg wird zu einem Pyrrhussieg, wenn nicht eine Alternative entwickelt wird. Und dazu ist die Linke aufgerufen, deswegen muss es sie immer noch geben.“

Der Kapitalismus braucht dringender denn je Korrekturen. Korrekturen wie beispielsweise eine Linke, die Freiheit und Gleichheit zusammendenkt und demokratische Prinzipien und Partizipationsrechte zu institutionalisieren versucht. Denn der Sozialstaat war ursprünglich gleichbedeutend mit „Eintritt der Massen in den Staat“. Heute müssen diese Massen kämpfen, um weiterhin in diesem Staat drinbleiben zu können. Dieser Kampf ist heute jedoch erschwert: Angesichts globaler Finanzmärkte stellt sich die Frage nach den kämpfenden Subjekten schärfer, dringender und zugleich hilfloser denn je.

Altvater umschreibt seine Alternative zum Kapitalismus als *solare Revolution*: „ein anderes Lebens- und Energiemodell, andere Produktionsweisen, eine andere Art des Umgangs mit der Natur und daher auch der Menschen untereinander“. Dahinter verbirgen sich Vorstellungen wie „Entschleunigung, Entflechtung und Dezentralisierung“, ohne dass eine Reregionalisierung zugleich eine Provinzialisierung zur Folge hätte.

Kapitalismus ohne Alternative?, Gespräch mit Elmar Altvater, in: Frankfurter Hefte: Wie tot ist der Kommunismus?, Januar 1/1996, 18–25.